Ecologie, urbanisme et politique à Lausanne

Autor(en): **Wolff, Jean-Pierre**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Annuaire suisse de science politique = Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft**

Band (Jahr): **21 (1981)**

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-172258

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

ECOLOGIE, URBANISME ET POLITIQUE À LAUSANNE

par Jean-Pierre Wolff
Enseignant à l'Ecole Polytechnique d'Architecture et d'urbanisme à Alger
Doctorat 3e cycle en urbanisme et aménagement du territoire

Lausanne a été l'une des villes suisses qui a connu au cours de ces dernières années d'importantes mutations urbanistiques. Dans la foulée de ces transformations du tissu urbain, l'écologie fait son apparition. C'est ainsi que les problèmes de la qualité de vie ont émergé peu à peu dans la vie politique lausannoise. Les thèmes du cadre de vie sont ainsi devenus aujourd'hui des aspects non négligeables des débats politiques citadins. L'auteur analyse d'abord de quelle manière cette nouvelle thématique est prise en charge par les partis politiques présents sur l'échiquier communal. Il observe en passant que la ville de Lausanne abrite depuis 1973 un mouvement écologique, le Mouvement Populaire pour l'Environnement (MPE).

Après une analyse des différentes positions des groupements politiques lausannois au sujet de la qualité de vie, il étudie l'impact des groupements d'intérêts et des comités de quartier au plan de l'urbanisme lausannois. Au terme de cette investigation critique, il conclut que la position des différents partis politiques et groupes d'intérêts face aux thèmes et écologistes est pour le moins ambigue et sujette à de multiples interprétations.

Lausanne gehört zu jenen schweizerischen Städten, welche im Verlauf der letzten Jahre erhebliche Veränderungen erfahren haben. Im Gefolge dieser Veränderungen der städtischen Lebensbedingungen treten vermehrt Anliegen des Umweltschutzes auf. So sind die mit dem Begriff der Lebensqualität angesprochenen Probleme nach und nach im politischen Leben Lausannes aufgetaucht. Sie können heute als Aspekte der Politischen Auseinandersetzung in der Stadt nicht mehr vernachlässigt werden. Der Autor analysiert zunächst, wie sich die auf der kommunalen Ebene bereits bestehenden politischen Parteien dieser Thematik angenommen haben. In diesem Zusammenhang äussert er sich auch zur in Lausanne seit 1973 bestehenden Umweltschutzbewegung MPE (Mouvement Populaire pour l'Environnement).

Nach einer Analyse der von den verschiedenen politischen Gruppierungen Lausannes eingenommenen Stellungsnahmen zu Problemen des Umweltschutzes und der Stadtentwicklung studiert der Autor die Einflüsse von interessierten Organisationen und Quartier-

komitees auf die Meinungs- und Willensbildung. Zusammenfassend stellt er fest, dass das Verhalten der verschiedenen politischen Parteien und interessierten Organisationen bezüglich der angesprochenen Themen mindestens als nicht eindeutig und vielfältige Auslegungen ermöglichend zu bezeichnen ist.

Les enjeux politiques locaux s'articulent autour d'objets qui peuvent varier selon les situations locales et les époques considérées. L'un des thèmes les plus développés actuellement est celui de l'urbanisme pris globalement et comprenant des problèmes très divers mais tous liés à l'espace urbain et à son rôle dans la société. Les transports, la qualité du cadre de vie, le mode de reproduction de la force de travail, etc. . . . font partie de l'urbanisme au sens le plus global du terme.[1]

La qualité de la vie. L'écologie et la politique sont étroitement liées aux problèmes soulevés par l'urbanisme et nous pouvons affirmer qu'ils constituent la trame de notre société industrielle.

C'est ainsi que la qualité de la vie est actuellement l'une de nos préoccupations majeures, ce qui n'était pas le cas dans les années soixante et encore moins auparavant. Il faut reconnaître que le travail de certains spécialistes, repris par les mass-média, est très important surtout dans les divers domaines scientifiques et grâce à de nombreuses études socio-économiques qui sont à la base de la création de l'écologie.

L'écologie, après avoir émergé de la convergence de plusieurs disciplines universitaires, est devenue une science au même titre que la biologie ou la sociologie; mais, plus que toute autre science, elle est sujette à bien des interprétations, d'autant plus qu'elle est récupérée par différents courants idéologiques et politiques et qu'elle donne naissance à un nouvel art de vivre. C'est dans la ville que les problèmes écologiques sont les plus nombreux et le plus facilement repérables par les citadins.

Les acteurs de la nouvelle trilogie de notre fin de siècle sont donc l'urbanisme, science de la ville, l'écologie, revendication et recherche d'un nouveau vécu et le politique, expression des contradictions les plus grandes sur le plan socio-économique. Bien sûr, ces trois dominantes sont étroitement intégrées les unes aux autres et sont liées à d'autres non moins négligeables. Dans notre propos, nous nous en tiendrons cependant à une analyse des relations de cette trilogie spatiale, sociale et politique.

Nous allons appliquer notre canevas à l'analyse de la situation lausannoise et voir en quoi elle est spécifique à la capitale vaudoise. Les révélateurs de cette recherche seront les discours écologistes et urbanistiques des différents groupes d'intérêts en présence à savoir les partis politiques et les comités de quartier. Au-delà des distinctions qu'il faut opérer entre les partis politiques

1 Manuel Castells, *La Question Urbaine,* Paris 1975, Maspéro.

et en leur sein, ainsi que des oppositions idéologiques qui les départagent, nous sommes obligés de reconnaître leur rôle d'amplificateurs plus ou moins déformants et ambigus de toutes prises de conscience de nouveaux phénomènes, à savoir, par exemple, l'écologie. L'action des comités de quartier et leur fonction touchent moins vite les esprits que les discours politiques qui eux disposent de moyens plus importants pour toucher le peuple ne serait-ce que du fait de leur caractère officialisé, ce qui n'est généralement pas le cas des groupes de défense écologique; mais grâce à l'action quotidienne et sans grands moyens, de nouvelles idées germent lentement et sont ensuite reprises par les formations politiques lorsqu'elles paraissent devoir les menacer ou lorsque leur apport permet de renouveler certains thèmes éculés ou trop dangereux; dans ce second cas, les formations traditionnelles sont heureuses de lancer un nouveau slogan porteur d'un contenu moins revendicatif.

Il est significatif d'observer la rapide modification des objets des discours électoraux et de leur traitement au cours des deux dernières décennies. Le mythe du progrès salvateur et éternel s'est traduit dans la réalisation d'un urbanisme fonctionnaliste et agressif qui a nettement marqué l'agglomération lausannoise, que ce soit par la construction de voies routières importantes, de parkings centraux ou péricentraux, des équipements et des quartiers modernes mais deshumanisés comme celui de la Bourdonnette.[2] L'une des constantes dans l'histoire urbanistique lausannoise est la volonté de s'affranchir de la topographie quelque peu accidentée du site urbain. La plupart des opérations urbanistiques furent curatives à cet endroit. Le comblement de la vallée du Flon qui traversait la ville en est un excellent exemple, d'autres comme les grands ponts lancés sur la vallée du Flon en sont aussi des témoignages. Malheureusement, l'aplanissement de certaines parties de la ville ne s'est pas fait sans mal et s'est souvent traduit par la défiguration de sites privilégiés et la démolition de témoins de son passé historique.

I. Politique et cadre de vie à Lausanne

Il y a vingt ans le cadre de vie, l'écologie, le bien-être urbain ne faisaient pas partie des préoccupations des candidats à la législature communale, comme les habitants des villes qui, eux, attendaient de la poursuite de cette marche sans fin du progrès la résolution de bon nombre de problèmes.

Actuellement cette situation a bien évolué et lors des dernières élections communales de 1977, toutes les listes politiques en présence se préoccupèrent particulièrement des questions relatives à la qualité de la vie, d'autant plus qu'en 1973 un mouvement écologique était entré dans l'arène politique. Lors des élections communales de 1977, le Groupe de Protection de l'Envi-

2 Olivier Frei, *Urbanisme et Elections au Conseil Communal. Le Cas de Lausanne (1965–1977)*, Lausanne 1978, Mémoire de licence.

ronnement GPE axa sa compagne sur les incohérences urbanistiques de la municipalité sortante, obligeant par là-même les diverses composantes politiques d'afficher à ce sujet des intentions qui n'existaient pas dans leur programme quatre ans auparavant. D'autre part, le corps électoral se montra conjointement beaucoup plus réceptif que par le passé aux thèmes écologiques et urbanistiques.

Les difficultés économiques qui frappèrent le monde occidental dès les années 1973–1974 se traduisirent par un ralentissement et une stagnation du pouvoir d'achat. Cet arrêt brutal du mythe du progrès ininterrompu favorisa le développement d'une prise de conscience des problèmes induits par un urbanisme agressif et destructurant le cadre de vie.

Les électeurs attendent désormais de leurs représentants élus des garanties contre les différentes sources de pollution, contre l'emprise sans cesse croissante de la circulation automobile, mère de presque tous les maux urbains, et pour le développement de ville verte où il fait bon vivre comme au bon vieux temps. . . On voit aussitôt là en quoi la demande d'écologie peut être mystificatrice, car "le bon vieux temps" est une notion floue et nostalgique d'un paradis terrestre perdu et, d'autre part, il ne faut pas être grand clerc pour s'apercevoir que les conditions de vie dans les villes n'ont jamais été excellentes, ne serait-ce que par le manque de salubrité et d'hygiène. Dans le passé, les épidémies furent souvent fort meurtrières. Les conditions de travail et des revenus aléatoires pour beaucoup augmentaient les tensions sociales et le nombre de personnes vivant dans une misère matérielle très pénible. Ces conditions d'existence ont bien changé, mais elles s'estompent très vite dans l'imaginaire collectif pour laisser la place à "ce bon vieux temps" qui n'a jamais existé.

Toujours est-il qu'à notre époque le débat politique, à l'échelon national, mais bien plus encore au niveau local, se nourrit en grande partie des thèmes faisant référence au mieux vivre. Et lorsqu'on se rapporte au nombre d'articles parus dans 24 Heures, le grand quotidien lausannois, pendant un an et concernant uniquement Lausanne, nous sommes surpris de constater que près de soixante-dix articles concernent l'urbanisme et la qualité de la vie.[3] Ceci est un exemple que nous aurions pu renouveler avec les trois autres quotidiens lausannois.

Mais c'est au niveau du discours électoral que l'on se rend le mieux compte de l'évolution des mentalités et des préoccupations de la grande majorité du peuple. C'est ainsi qu'à travers les tracts, les encarts publicitaires dans la presse, les panneaux muraux, les débats et les discours des candidats des différentes listes, nous pouvons noter que les thèmes les plus développés au cours de cette campagne électorale concernent l'urbanisme, les transports, les équipements collectifs, la qualité de la vie et le type de société dans

3 Jean-Pierre Wolff, *Pouvoir local et urbanisation. Etude comparée Toulouse-Lausanne*, Toulouse 1979, Thèse de doctorat de 3ème cycle, pp. 249–259.

laquelle nous voulons vivre. Les trois tableaux qui suivent nous permettent d'affiner notre propos en rapport avec les diverses listes électorales en présence. Nous avons regroupé les slogans et les idées forces en trois catégories bien définies mais se référant toutes au thème général de la qualité de la vie en ville.

Le parti radical argument sa campagne par le slogan "Vivre toujours mieux à Lausanne" et propose l'extension d'un ensemble de cheminements piétonniers.

Pour le parti libéral, il faut "conserver à Lausanne ce qui lui reste de charme et de pittoresque" pour cela, il s'élève "contre l'urbanisme concentrationnaire des grandes bâtisses impersonnelles".

Quant au parti démocrate chrétien – P. D. C. – il propose "un urbanisme non technocratique mais à l'échelle humaine" et souligne le besoin "d'aménager d'autres espaces verts et de protéger les arbres".

Le parti socialiste illustre sa campagne électorale par le slogan suivant "le coeur de la ville au centre de nos préoccupations" et comme toutes les autres formations politiques, reste assez vague sur les questions de la vie.

Le parti ouvrier populaire – P. O. P. – est très riche en propositions mais, pour lui, les questions socio-économiques sont plus importantes que celles qui se rapportent au mieux-vivre.

Quant à la ligue marxiste révolutionnaire, son objectif est la défense de "la priorité accordée aux transports collectifs". En conséquence, elle s'insurge "contre la pollution" et surtout certains choix politiques.

L'alliance vaudoise des indépendants demande de "sauver notre ville de la faillite, de l'enlaidissement". Tout un programme assez opportuniste est contenu dans ces quelques mots.

Enfin, le G. P. E. développe certaines idées maîtresses comme "protéger le piéton" et "préserver, voire augmenter notre capital de verdure", propositions assez tièdes et peu concrètes pour ne pas dire plus, émanant du parti écologique local. Ceci soulève une des contradictions qui se sont glissées dans les programmes électoraux de tous les partis politiques et que nous allons analyser par la suite.

Pour les partis politiques, écologie et urbanisme semblent actuellement étroitement associés. Le contexte économique, la conscientisation récente de la population de certains problèmes comme la pollution ou le manque de verdure débouchent sur une vision globale du mal-être, d'un mal-vivre dans nos cités. Mais ce sentiment demeure souvent très flou ou se braque sur des objets ayant fonction de boucs émissaires comme la pollution, sans vraiment chercher les causes réelles et premières de ce phénomène. Cette démarche intellectuelle permet d'occulter une partie de la question, mais en même temps détourne d'autres problèmes de la critique. En effet, le cadre de vie est souvent une donnée neutre pour les partis politiques en général, mais on ne peut pas ignorer que les nuisances de toutes sortes que nous subissons sont produites par notre système économique bâti sur la rationnalisation et la recherche de profits. D'autre part, il faut remarquer que l'écologie est un

thème chargé d'une force affective et subjective moins dangereuse politiquement que le chômage ou les conditions de travail. C'est ainsi que ces deux thèmes sont en grande partie passés sous silence à Lausanne, comme vous pouvez le constater en vous rapportant aux trois tableaux.

La pusillanimité de la plupart des partis politiques est flagrante en matière de cadre de vie et ce ne sont pas les nombreuses contradictions relevées dans leurs discours et dans leurs pratiques qui vont nous contredire. En effet, que signifie "Vivre toujours mieux à Lausanne", "Conserver à Lausanne ce qui lui reste de pittoresque" ou "Le coeur de la ville au centre de nos préoccupations". A ce niveau de l'analyse, nous devons reconnaître la fonction éminement mystificatrice des mots et du discours, comme le soulignait Barthes.[4]

Le parti radical revendique un "Vivre toujours mieux à Lausanne", mais pour qui et comment y arriver? C'est sous son autorité que s'est réalisé la défiguration de la place de la Riponne, avec la construction d'un parking souterrain au profit des commerçants du centre.

Le parti libéral n'en n'est pas non plus à une contradiction près. Ils sont contre "les grandes bâtisses impersonnelles", car ce sont dans les grands ensembles urbains faits pour parquer une partie de la population que peuvent se développer des idées nocives pour l'ensemble de la société telle que les libéraux la veulent. Lorsque nous apprenons que certains promoteurs importants soutienne ce parti qui dénonce les grandes bâtisses, il y a de quoi sourire. . .

Le parti socialiste est très circonspect dans ses tracts sur son action en matière d'urbanisme et de cadre de vie. Nous le comprenons fort bien, étant donné que le municipal des travaux à Lausanne fait partie du PS. La responsabilité de ce parti est flagrante dans la réalisation de certains projets comme les passages souterrains de Saint-François, la collusion des vues entre lui et certains des promoteurs privés est pour la moins surprenante venant d'un parti qui est censé défendre les intérêts des travailleurs. Le PS, de par sa fonction dans la municipalité a dû répondre aux interrogations des comités de quartier, et le municipal des travaux a paru plus près des défenseurs de "la ville (tout) béton et (tout) profit" que des écologistes quelque peu idéalistes.

Le POP se démarque fortement des autres partis et en particulier du PS par le nombre de propositions et leur caractère social en direction des travailleurs. Mais, comme nous l'avons dit précédemment, il se préoccupe plus du sort économique de la force de travail que de leur cadre de vie.

Quant au GPE, parti qui portait les espoirs des écologistes, il s'est révélé décevoir plus d'un de ses supporters au lendemain des résultats électoraux de 1977. L'opportunisme politique de son chef de file semble primer sur les slogans écologistes. En effet, pour obtenir une place de municipal et tout en assurant à la droite la majorité au parlement communal, ses sentiments d'écologistes n'ont pas hésité à prendre parti pour les représentants des promo-

4 Roland Barthes, *Mythologies*, Paris 1957, Editions du Seuil.

teurs et des intérêts économiques à l'origine de nombreuses destructions et altérations du cadre de vie.

Nous venons de voir les positions affichées publiquement par les partis politiques au sujet de l'urbanisme et de la qualité du cadre de vie. Bien sûr ces propositions électorales sont à relativiser comme toutes les promesses faites avant une échéance populaire; elles répondent également à cette mode que l'on croyait passagère mais qui fait partie intégrante de notre sensibilité quotidienne. Malgré et peut-être grâce à leur contenu mystificateur les propos écologistes se sont imposés dans les discours des partis politiques. L'écologie à Lausanne ne prête plus à sourire comme au début des années soixante-dix. Tout le monde est écologiste aujourd'hui, les partis politiques ne pouvaient pas ne pas l'être!

II. Les groupements d'intérêts, les comités de quartier et l'urbanisme

C'est à un niveau plus révélateur de la réalité quotidienne lausannoise – en dehors de la campagne électorale précédant tous les quatre ans le renouvellement des autorités politiques locales – que nous allons poursuivre notre étude en analysant l'action des divers groupements sur l'urbanisme.

La spécificité du cas lausannois par rapport à d'autres villes est due à la création du GPE qui, de mouvement écologique, est devenu parti politique et d'autre part à la présence de luttes urbaines mais souvent sans panache et sans valeur symbolique. Cette situation peut s'expliquer aisément; tout d'abord, le caractère du Vaudois fait qu'il reste conservateur même quand il se veut révolutionnaire et d'autre part, par le passé, les conflits urbains se sont résolus dans l'élaboration de consensus feutrés. Depuis quelques années, l'action de différents groupes aux intérêts bien marqués s'est considérablement réaffirmée.

Plusieurs de ces groupements ont été mis en place pour défendre des corporations au siècle passé et il est intéressant de voir le cheminement qu'ils ont suivi jusqu'à nos jours où ils se préoccupent du cadre de vie.

Tableau 1: Comparaison des thèmes électoraux – radical, libéral et PDC –

Parti radical	Parti libéral	P. D. C.	Thème
Vivre toujours mieux à Lausanne Un centre accessible et animé des quartiers vivants et bien équipés	Conserver à Lausanne ce qui lui reste de charme et de pittoresque Contre l'urbanisme concentrationnaire des grandes bâtisses impersonnelles	Un urbanisme non technocratique mais à l'échelle humeine. Réanimer le centre de la ville. Equilibrer mieux l'habitat et l'activité économique. Politique des loyers et des immeubles de la ville	*Urbanisme*
Un centre accessible Un parking souterrain à St-François (centre) Création d'une nouvelle artère St-Martin – La Sallaz (traversant le centre) Un ensemble de cheminements piétonniers Maintien et extension du métro	Rien en matière de circulation: la multiplication des feux nous fait voir rouge	Développer les transports publics	*Transports*

Un petit commerce prospère et réparti	Une gestion saine.	Développer le secteur tertiaire les services et l'hôtellerie	*Cadre de vie*
Un équipement touristique moderne	Avant de doter Lausanne de nouveaux équipements sportifs ou culturels utilisons pleinement ceux qui existent.	Renforcer les prestations et l'équipement en faveur des personnes défavorisées dans leur santé ou leur situation matérielle familles et personnes âgées.	
Une politique d'accueil des entreprises et de promotion de l'emploi	Défendre la vocation touristique de Lausanne	Jardins d'enfants, stades (sport)	
	Permettre à tous d'accéder à l'art et à la culture	Aménager d'autres espaces verts et protéger les arbres.	

Tableau 2: Comparaison des thèmes électoraux – PS, POP et LMR –

PS	POP	LMR	Thème
Le coeur de la ville au centre de nos préoccupations	Politique du logement, défense des locataires	Les quartiers sont le lieu privilégié de la prise de décision des gens sur l'organisation de leur vie quotidienne	*Urbanisme*
Pour une vie collective au coeur de notre ville	Construction par la commune d'HLM.		
Construire des logements au centre (Rotillon)	Prévoir dans tout plan de zone du centre ville un nombre suffisant de logements		
	Opposer à la démolition des immeubles anciens à bas loyer		
Rien de concret	Priorité accordée aux transports publics	Municipalisation des transports publics	*Transports*
Nous souhaitons acquérir le Lausanne-Ouchy (ligne métro)	Diminution du trafic de transit Création de parkings périphériques gratuits	Priorité accordée aux transports	
	Création de cheminements piétonniers		

Pour l'école démocratique Développer la participation dans les quartiers Vers une société plus juste et plus fraternelle	Réduction de l'effectif des élèves par classe. Création de classes d'appui et de rattrapage Favoriser l'intégration des enfants de langue étrangère Développer les cantines et les gymnases Subventionnements culturels à redistribuer selon un programme différent Introduction de la semaine de 40h Création de crèches et garderies	Contre les équipements de prestige Contre la pollution dégagée par la centrale thermique en projet	*Cadre de vie*

Tableau 3: Comparaison des thèmes électoraux – GPE, AVI et MNA –

GPE	AVI	MNA	Thème
Protéger le passé architectural de la ville Stopper les démolitions de logements anciens Redonner vie et identité aux quartiers	Sauver notre ville de faillite, de l'enlaidissement.	Nous luttons contre les démolitions d'immeubles pour des raisons spéculatives	*Urbanisme*
Favoriser les transports publics Privilégier le piéton	Favoriser les transports collectifs Contre l'excès de surveillance policière de la circulation		*Transports*
Préserver voire augmenter notre capital de verdure		Il faut maintenir la vie dans les quartiers	*Cadre de vie*

Historiquement, la création de groupes sociaux répond aux mêmes exigences que dans les bourgs et contribue au renforcement de l'unité nationale cimentant un fédéralisme basé sur l'autonomie cantonale et communale. A côté de ces groupes qui en ville n'ont pas le même éclat que dans le monde rural ou montagnard, des associations d'entraide et de commerçants se sont développées tout au long du siècle passé. Actuellement des sociétés de développement aux mains des commerçants couvrent tout Lausanne et sont coiffées par une organisation, l'Union des sociétés de développement. Parallèlement est née, en 1885, la société pour le développement de la ville qui est devenue en 1932 l'association des intérêts de Lausanne (ADIL).
Les objectifs de ces sociétés visent à:

- "défendre les intérêts généraux, culturels et esthétiques, intellectuels et moraux de la circonscription"
- "s'intéresser à tout ce qui concerne la circonscription, notamment en matière d'urbanisme, de circulation et de transports en commun"
- "encourager et organiser des manifestations propres à développer les quartiers concernés, à instruire ou recréer leurs habitants."[5]

Bien sûr elles sont ouvertes aux habitants des quartiers et sont apolitiques.

Les objectifs de ces sociétés sont très passéistes et à la limite sont autocenseurs et auto-répressifs. Ce qui ne peut que conforter "les nombreuses personnes proches des pouvoirs publics, conseillers communaux voire municipaux".[6]

A côté de ces sociétés de développement investies par les partis bourgeois et défendant les intérêts économiques d'une couche socio-professionnelle aux préoccupations urbaines allant dans le sens de la rentabilisation de leur patrimoine, nous trouvons l'ADIL beaucoup plus dynamique et influençant directement le pouvoir local et son action sur l'urbanisme.

L'ADIL a pour but de promouvoir le tourisme et les activités commerciales annexes. Ce sont des préoccupations à but non social, qui guident l'action de l'ADIL, comme ce fut le cas en janvier 1979 avec la mise sur pied du congrès de FACT[7] organisé par la ville de Lausanne, l'Ecole polytechnique et le ministère français de la culture. Le développement touristique de la ville est un thème prisé par le syndic qui associe ce dernier à l'action de l'ADIL représentant les intérêts des hôteliers en particulier.

Soutenant l'activité de l'ADIL, dix neuf groupements de commerçants comprenant à côté de ces derniers des propriétaires d'immeubles, ont été

5 Jean Meylan, Les associations de quartier à Lausanne, tiré-à-part, *Problèmes généraux*, Lausanne 1977.

6 Jean Meylan, Les associations de quartier à Lausanne, *Problèmes généraux*, Lausanne 1976.

7 FACT, Forum d'Architecture Communication Territoire.

créés pour résoudre le problème de la perte d'attractivité du centre, commercial de la ville. Ils se sont manifestés auprès des autorités communales et sont à la base de la construction du parking souterrain de la Riponne.

Ils se préoccupent des questions urbaines lorsque leurs intérêts sont menacés. Leur rôle social n'est pas à ignorer, car ils favorisent la ségrégation spatiale de la ville par leur volonté de rentabiliser au maximum la rente foncière.

Ils ne sont pas étrangers aux projets de restructuration du centre, en demandant la réalisation d'une voie routière à quatre pistes traversant le centre ville et irrigant des parkings centraux, permettant ainsi aux automobilistes de venir toujours plus nombreux faire leurs courses au centre.

Ces sociétés de développement et ces groupements de commerçants ont tous des relations nombreuses et variées avec la municipalité, ne serait-ce que par le fait que tous les municipaux participent à une ou plusieurs de ces associations en tant que membres.

La direction des travaux organise des réunions avec ces milieux-là pour leur proposer des transformations urbaines qui ne font le plus souvent que renforcer le pouvoir économique des commerçants. Certains projets urbains sont présentés à ces commissions avant toute mise à l'enquête publique, pour bien s'assurer de la concordance d'intérêts entre les milieux commerciaux et la municipalité.

Ces sociétés dites de développement n'ont rien de populaire, elles défendent leurs intérêts et collaborent étroitement avec la municipalité pour mieux promouvoir la société de consommation.

Des représentants de ces groupements commerciaux s'investissent dans des mouvements tels que les Amis de la Cité ou le Mouvement de défense de Lausanne (MDL). La présence de plusieurs membres de la bourgeoisie locale et traditionnelle caractérise les soucis esthétiques d'une élite sociale qui défend le passé historique de Lausanne ou du moins ce qu'il en reste.

Ces deux associations sont semblables aux Toulousains de Toulouse, quant aux objectifs poursuivis. Les préoccupations sociales leur paraissent être étrangère à la protection du cadre de vie défini par eux et pour eux. C'est ainsi que le MDL vient récemment d'approuver les propositions de la municipalité qui désire la création d'une pénétrante en plein centre ville pour favoriser le développement commercial. Il est vrai que le tracé emprunté par cette future voie traverse la ville dans des quartiers qui ont perdu leur caractère historique depuis bien longtemps, mais le fait que les opérations de rénovations immobilières qui vont accompagner ce projet ne soulèvent de leur part aucune critique, démontre les relations établies entre le MDL, la municipalité et les milieux financiers de Lausanne.

Lausanne se singularise par un conformisme et un amorphisme frappant pour un Méridional qui sont imposés en partie à la population par la collusion des intérêts politiques locaux avec ceux des grands groupes économiques qui ont façonné un urbanisme fonctionnel mais sans grand cachet. "Le lausannois doit vivre dans l'ordre, selon les règles de conduite exemplaires de ses dirigeants".[8] Lausanne n'est ni Toulouse ni encore moins Bologne.

C'est dans ce contexte que se développent quelques comités de quartier quelque peu comparables à ceux de Toulouse. A cette différence près tout de même qu'ils ne connaissent jamais la longévité des comités toulousains par manque d'objet de luttes ou de combattants.

Plusieurs voient le jour à l'occasion d'un problème bien précis et n'ont pas une vue globale du fonctionnement des rapports de force qui définissent l'urbanisme. C'est ainsi que certains se constituent autour de questions superficielles telles que le manque de parking. . . Ces convergences de vue, limitées socialement et populairement, ne correspondent pas à la dynamique propre engendrée par les comités de quartier que nous connaissons.

A côté de ces luttes individuelles, un groupe d'action urbanisme (GAU) s'est constitué en 1977, sous forme d'association au sens des articles 60 et suivants du code civil suisse. Le bureau et la presque totalité des membres sont des intellectuels progressistes s'intéressant à l'urbanisme.

Ce groupe est impulsé par des professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme qui sont soit praticiens, soit étudiants dans ces branches-là. Autour de ce noyau d'initiés gravitent plusieurs personnes qu'attirent ces questions. Il regroupe en tout une centaine de personnes dont le tiers participe tous les mois à une assemblée générale.

Le bureau du GAU est élu ou désigné tous les ans par les participants de l'assemblée générale. Jusqu'à présent le bureau n'est pas assez étoffé pour faire front au nombre grandissant d'objets qui lui sont soumis. En conséquence, des groupes de travail se sont constitués pour élargir l'action du GAU. Actuellement il y en cinq ou six, mais ce chiffre varie selon les opportunités auxquelles il faut répondre.

Un groupe "Alerte" est chargé de signaler tous projets urbains émanant des autorités susceptibles d'apporter des atteintes sociales et architecturales à la ville. Un groupe "Journal" collecte l'information, fabrique la maquette et la distribue sur les marchés. Il s'agit d'un bulletin se présentant sous forme de poster, imprimé recto-verso. Des dessins humoristiques illustrent des textes assez courts, et lui donnent une force d'impact et un caractère assez satirique. La périodicité de "Trax" est très irrégulière et est tributaire des disponibilités des membres du GAU.

Plusieurs autres groupes se créent pour intervenir directement et concrètement sur le front des luttes urbaines. C'est ainsi qu'un groupe "Galerie du

8 Dominique Gilliard, Urbanité séquestrée, *Habitant* no 5, 1978.

commerce" a stoppé la démolition d'un immeuble appartenant aux PTT, datant du début du siècle et pouvant être reconverti en "centre culturel" au lieu d'être démoli pour qu'on reconstruire à sa place un central téléphonique dont la modernisme agressif aurait déparé le sîte. Après un an de manifestations diverses – pétitions, théâtre, conférences de presse – le GAU a pris connaissance de la décision de la municipalité qui destine ce bâtiment, après échange avec les PTT, au conservatoire de musique ce qui ne correspond pas à l'affectation décidée par le GAU qui regrette une utilisation élitaire d'un tel immeuble.

Le groupe "Rôtillon" s'est constitué pour répondre aux projets actuels concernant la rénovation d'un quartier central que l'on a laissé volontairement se dégrader et où l'on projette de construire plusieurs immeubles abritant des bureaux, des commerces et des appartements réservés à la bourgeoisie. Le GAU et des habitants de ce quartier ont organisé une fête pour attirer l'attention des lausannois sur ce problème.

D'autres groupes peuvent ainsi se former pour critiquer des projets urbanistiques et se dissoudre par la suite. Ces groupes se créant et s'éteignant aussitôt après posent des problèmes quant à l'action du GAU et reflètent les différentes tendances qui le composent. Quelle peut être sa marge de manoeuvre lorsque des problèmes réels sont confrontés à ses exigences théoriques? Doit-il s'engager dans des luttes au caractère passéiste aux côtés de groupes attachés aux valeurs architecturales conservatrices?

Ces questions résument la sensibilité socio-politique des divers du GAU. Les tenants de la lutte urbaine "classique" doivent tenir compte des différentes nuances dues à l'héritage culturel suisse, imposant des réflexes de conservatisme même dans la gauche.

Les actions non légales ne tentent pas le GAU car il risquerait de perdre de sa respectabilité naissante et en sus il s'opposerait comme tout déviant à une répression policière. Le danger que court le GAU à longue échéance est son institutionalisation, car malgré son oppositions à la municipalité et aux groupes économiques agissant dans la ville, il s'inscrit malgré ses positions de départ dans un légalisme frustrant à la longue. L'audience et la place qu'il prend auprès du public et des autorités en place, relative toutefois, le renforce en tant qu'interlocuteur.

C'est ainsi qu'il a été invité à un congrès – FACT – fin janvier 1979 par les organisateurs; mais le GAU a tenu à préciser clairement les positions qu'il soutiendrait durant ces journées d'étude. En définitive sa participation n'a pas été retenue, car elle était trop critique par rapport à la municipalité.

Parallèlement au déroulement officiel de FACT au Palais de Baulieu, le GAU a décidé de se manifester d'un façon fort remarquée en mettant sur pied une contre-manifestation. Les deux points forts de celle-ci furent le tour de ville en bus et les débats sur l'urbanisme le soir.

Tout le samedi des tours de ville en bus permirent de dénoncer aux "voyageurs" les réalisations urbanistiques de la municipalité. Cette initiative eut un

certain succès, l'autobus étant plein à chaque départ toutes les heures. La radio retransmit en direct pendant près de dix minutes les propos échangés dans le bus.

Le soir, une réunion sur les problèmes de la ville était organisée par le GAU, à laquelle participèrent des représentants de Fribourg, du comité de quartier des Grottes de Genève – défendant un quartier situé face à la gare et qui est en voie de subir une opération de rénovation de grande envergure – le comité de quartier du "boulevard", ainsi que d'autres organisations écologiques et anti-nucléaires. Des congressistes invités à FACT préfèrent venir présenter leurs expérience à un public non élitiste[1].

Autour du GAU une émulation est en train de se créer concernant les problèmes urbains et pour cette raison il "dérange". Ses relations avec les partis sont inexistantes officiellement, mais en réalité il entretient des contacts avec le PS par l'intermédiaire de certains membres du GAU militants socialistes. Le GAU critique d'autant plus la politique du PS, qu'il participe par personnes interposées au débat qui secoue la section lausannoise. La gauche du PS lui est favorable, il recueille également la sympathie d'autres groupes politiques de gauche.

Il n'existe aucun lien entre lui et les partis bourgeois, même quelques membres de ces partis partagent un certain nombre de préoccupations visant à la sauvegarde de l'urbanisme lausannois.

Il est inutile de préciser que lors des élections communales de 1977, il adopta une position critique contre les partis de droite et également contre le municipal socialiste chargé de l'urbanisme: M. Lévy.

Le GAU est traversé par plusieurs courants divergents, ceci est d'autant plus visible qu'aucun bureau responsable n'existe dans la pratique. C'est ainsi que ce manque de responsabilité est critiqué par des militants qui proposent de restructurer le GAU afin de faire de lui un contre-pouvoir plus crédible et plus efficace que par le passé.

Jusqu'à présent le GAU a échappé au pouvoir d'assimilation par compromis de la municipalité, mais la question que l'on peut se poser est de savoir s'il y échappe, quelle sera sa position sur le front des luttes urbaines?

Avant de voir les formes de participation et la vie des comités de quartier toulousains, nous devons rappeler quelques grandes données concernant la situation lausannoise.

D'une part les associations ou groupements représentent des intérêts économiques dans la ville. Les relations qu'ils entretiennent avec la municipalité déterminent pour une part le devenir urbanistique lausannois. Ces groupements économiques investissent des mouvements passéistes, tels que les Amis de la Cité ou le Mouvement de défense de Lausanne, préservant ainsi leurs intérêts financiers.

D'autre part, la participation à des comités de quartier est limitée à une fraction de la population engagée professionnellement dans l'urbanisme. Jusqu'à présent un seul groupe d'action urbaine tente de développer de

nouvelles formes de luttes urbaines qui comme nous allons le voir dans le chapitre suivant sont peu utilisées à Lausanne comparé à Toulouse.

Conclusion

A Lausanne, la position des différents partis politiques et groupes d'intérêts face aux thèmes urbains et écologistes est pour la moins ambiguë et sujette à de multiples interprétations. Le monde politique lausannois est pourtant sensibilisé à ces problèmes, depuis la création d'un parti écologiste qui, en 1977, est parvenu à entrer à la municipalité après, il faut bien le dire, certaines tractations fort politiciennes et éloignées de la pureté dans laquelle se drape l'écologie. Cette sensibilisation des partis, des groupes, et en définitive du citoyen aux "conditions de vie" se concrétise au niveau des discours et gadgets – plates-bandes fleuries, ramassage du verre usagé –, mais ne débouche pas sur des actions plus importantes visant, par exemple, à rendre le centre-ville aux transports collectifs et aux piétons. L'apparition sur la scène politique d'un mouvement écologique permettait pourtant de nourrir quelques espoirs à ce niveau-là, mais il n'en fut rien. En passant de la marginalité à l'officialisation, aux yeux des autres partis politiques, les écologistes ont acquis un statut qui les éloigne de la scène des luttes revendicatives.

Le flambeau de la contestation du cadre de vie et de l'urbanisme est passé entre d'autres mains. Des mouvements sympathiques comme les Amis de la Cité ou le Mouvement de Défense de Lausanne font un travail important de sensibilisation des autorités et des citoyens mais sont souvent freinés dans leurs actions par le conservatisme qui les empêche d'oeuvrer plus utilement. Par contre, le GAU, qui se révèle être le contre-pouvoir urbain lausannois, occupe actuellement une position de contestation ouverte, mais parviendra-t-il à échapper aux compromis le jour où il sera une menace potentielle sur le plan politique? L'avenir nous le dira.

L'urbanisme lausannois est le produit de groupes d'intérêts particuliers relayés par les partis politiques les plus importants; l'écologie est une symbiose fort curieuse entre une production de discours et d'aménagements mineurs dus aux principaux partis politiques et les explosions canalisées du groupe écologiste. Par ailleurs l'écologie occulte les problèmes économiques et les défauts de l'urbanisme lausannois. Elle se veut le nouveau cheval de bataille conscient ou non de presque toutes les classes sociales. L'écologie apparaît comme étant l'universelle panacée politique qui replâtre notre société malade.